



L'impact de l'audit fiscal des sociétés minières au Mali : Cas de la société mine d'or MORILA.SA

Famory TRAORE¹, Boubacar Sékou KEITA², Sidi Mamadou DIALLO³, Ibrahima SAMAKE⁴, Tiowga SAKHO⁵

¹UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION/USGB

²ECOLE NORMALE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET
PROFESSIONNELLE/ENETP-KABALA

³INSTITUT DES HAUTES ETUDES EN MANAGEMENT ET
DECENTRALISATION/IHEM

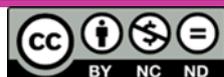
Résumé:

L'influence de l'auditeur fiscal sur le comportement de la société minière de MORILA par rapport à ses obligations fiscales. L'objectif de cette recherche est de savoir l'impact de l'audit fiscal sur la décision de la société minière de MORILA. Pour cela nous avons adopté le positionnement interprétativiste qui nous a permis d'opter pour une méthode qualitative afin de collecter et d'analyser nos données. Le résultat de la recherche nous a montré que : l'auditeur fiscaliste est souvent l'avocat de la mine de MORILA, car c'est une prestation de service qui les lie afin de lui permettre d'anticiper les risques inhérents à des activités de contrôle réalisées par la Direction des grandes Entreprises et de lui permettre d'identifier les actions à mener pour limiter ces risques et les optimisations fiscales.

Mots-clés: Audit fiscal, Impôt, Fiscalité, optimisation fiscale

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15202533>

Published in: Volume 2 Issue 4



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

L'Audit Fiscal est considéré comme étant un outil de gestion fiscale qui a pour but de s'assurer du respect des règles fiscales, proposer des solutions en matière fiscale afin de diminuer les charges fiscales qui représentent une source de diminution des gains des entreprises. L'examen de l'ensemble des questions fiscales qui intéressent les contribuables par l'auditeur fiscal contribue alors à élaborer un bilan de santé fiscale, un diagnostic fiscal, élément du diagnostic général de l'entreprise.

L'audit fiscal est l'outil le plus efficace permettant d'obtenir des indications sur l'ampleur du risque fiscal encouru par les contribuables.

C'est un moyen donné à l'entreprise et à ses partenaires de ne plus abandonner à l'administration fiscale le privilège de détenir la "vérité" fiscale de l'entreprise (M.Chadefaux, 1987).

Souvent subie et vécue comme source de risque, la fiscalité a été pendant de nombreuses années considérée comme une dimension complexe et coûteuse, mais au fil des temps, cette perception de la fiscalité a évolué. Elle a évolué dans le sens d'une attention plus grande portée à des questions touchant à la sécurité juridique des opérations de l'entreprise. La fiscalité étant l'objet d'une réglementation complexe dont la mise en œuvre est source de contrôle, mais également de sanction de la part de l'administration, les enjeux financiers de la fiscalité dans l'entreprise sont apparus rapidement.

Les justifications du choix de ce sujet sont multiples. Le sujet concentre de nombreux enjeux sociaux, mais aussi d'image pour les entreprises et les États. On constate aussi que ce problème, qui avait été un temps délaissé, est revenu au centre des débats et que de nombreuses organisations tentent d'y trouver des solutions. Il semblait donc intéressant de s'y attarder et de voir aussi qu'elles pourraient être les prochaines étapes et les axes d'améliorations à mettre en œuvre. C'est dans ce contexte que le thème du sujet a été choisi « Audit fiscal des sociétés minières au mali : cas de la société MORILA-SA ».

Problématiques de Recherche.

Au-delà de toutes ces précisions la question de l'audit fiscal mérite d'être un thème d'actualité. Le secteur minier échappe dans la plupart des cas aux services fiscaux, qui font d'ailleurs face à l'épineux problème de modernisation. Par conséquent, l'audit fiscal malien est l'objet de notre étude focalisée sur les questions de recherche, cependant, la science financière est la science qui couvre les dépenses publiques. Les problèmes de l'impôt sont étroitement liés à ceux du budget, du trésor, de l'emprunt et de **la monnaie** : l'ensemble de cette préoccupation constitue l'objet de la science financière.

Au Mali, le secteur minier occupe une place importante en ce qui concerne les valeurs économiques. Pour ce fait, un système de gestion efficace en termes de fiscalité doit être mis sur place pour permettre à toutes les couches de bénéficier de ces retombées.

Question de Recherche.

Pour résoudre cette équation, nous nous sommes inspirés des différentes revues des littératures à travers les articles, les sites exploités et les thèses.

La question centrale à laquelle nous tenterons de répondre est la suivante :

Quel peut être l'impact de l'audit fiscal sur la gestion de la fiscalité minière de MORILA-SA ?

Pour trouver une réponse à cette question centrale, nous allons tenter de formuler une question spécifique à savoir :

- L'audit fiscal permet-il de conseiller pour optimiser les charges fiscales de la société minière?

Objectif du sujet de recherche

L'objectif de cette thèse est d'analyser le lien entre l'audit fiscal et la gestion efficace des charges fiscales de la société minière MORILA-SA. L'influence de ces pratiques d'audit fiscal peut améliorer la performance fiscale de la société MORILA-SA et accompagner les responsables qui n'ont pas une connaissance technique sur la gestion des charges fiscales. Pour atteindre cet objectif, nous avons recueilli des informations pertinentes sur le terrain, en vue d'analyser, critiquer et proposer des éventuelles solutions.

2. Présentation du secteur minier au Mali

Le Mali est un pays de l'Afrique de l'Ouest, il s'étend sur une superficie de 1.241.238km² avec une population d'environ plus de 22 millions d'habitants selon le dernier recensement de la population. Très éloigné de la mer, le Mali présente une économie essentiellement rurale, 70 % de la population vivant de l'agriculture. La filière cotonnière était l'activité principale qui participait énormément à l'économie malienne. Mais depuis quelques années, cette filière a connu une récession malgré les mesures de restructuration mises en œuvre.

Ainsi, le pays se tourne vers le secteur minier qui est devenu son premier produit d'exportation depuis quelques décennies. Vu l'importance de ce secteur dans le processus du développement, les différents gouvernements successifs ont assigné au secteur minier l'objectif de contribuer à l'accroissement substantiel du produit intérieur brut (PIB). En effet, le secteur minier malien

s'inscrit dans un projet de développement durable sur le plan social, économique et environnemental pour l'ensemble du territoire malien, avec un accent particulier pour les communautés abritant les sites d'exploitation.

Selon les déclarations de la politique minière, dont la dernière remonte à 1998, la politique du développement durable dans le secteur minier doit commencer par les couches les plus vulnérables à cette activité avant de s'étendre au reste de la population malienne. En considérant le rapport sur les recherches effectuées dans le domaine minier au Mali, le sous-sol malien renferme des réserves minières importantes comme le fer, le phosphate, le manganèse, l'uranium, la bauxite et l'or. Retrouvez dans le tableau ci-dessous la synthèse du potentiel minier et pétrolier malien.

Tableau N°1 : synthèse du potentiel minier et pétrolier malien

Substance	Unité	Potentiel	Zone
Or ²	Tonne	700	Region kayes, Sikasso et Kirikoro
Schiste butimeux ³	Tonne	10 milliards	Agamore
Fer	Tonne	2 milliards	Kita et Narena
Bauxite	Tonne	1,2 milliards	Kayes et la région oust de Bamako
Marbre	Tonne	60 millions	Bafoulabè
Sel gemme	Tonne	53 millions	Taoudéni
Calcaire	Tonne	53 millions	Taoudéni
Calcaire	Tonne	40 millions	Bafoulabè et Hombori
Phosphate	Tonne	10 millions	Ansongo
Plomb-zinc	Tonne	1,7 millions	Tessalit et Tamanrasset
Gypse	Tonne	405.000	Kadiolo
Uranium U3O6	Tonne	5000	Adrar des Iforas et Faléa
Uranium U3O6 à 0,085%	Tonne	200	
Lignite	-	-	Bandiagara et Tirely
Diamant	carat	2.359.331	Keniéba, Yanfolila et Kangaba

Source : Document de cadrage ITIE 2012

Ce tableau résume l'ensemble des ressources minières que comporte le sous-sol malien, la plupart de ces ressources sont en train d'être exploité. C'est le cas par exemple de l'or, de l'uranium et de lithium. Depuis les années 1990, le gouvernement malien avait commencé par

investir dans ce domaine, ce qui a permis à ce pays de se faire une place parmi les plus grand pays producteur d'or en Afrique. Actuellement, le pays dispose de neuf (9) mine d'or avec une production annuelle de 50 tonne.

L'or représente le premier produit d'exportation du pays en valeur et constitue un des plus grands contributeurs à la croissance économique. A cet effet, les ressources générées par le secteur se chiffrent entre 250 à 300 milliards de francs CFA par an. En 2015, le Mali était le 3^{ème} pays exportateur de l'or derrière l'Afrique du Sud et le Ghana. Il tire près de 6% de son PIB de l'industrie aurifère qui génère 65 à 70% des recettes d'exportation et 21 à 28% des recettes fiscales.

Cependant, ce secteur est exposé aux risques des conséquences de la monoculture de l'or, d'où la nécessité de diversifier la production minière par la mise en valeur des autres ressources minières et d'intensifier la recherche pétrolière. En ce qui concerne le pétrole malien, au vu des travaux récents, les résultats obtenus sont très encourageants et confirment le potentiel pétrolier du pays. Il faut noter que le secteur minier malien occupe seulement 3% de la population active, ce qui reflète l'atrophie de ce secteur économique.

La politique minière malienne avait pour objectif principal de faire du secteur minier le moteur du développement économique et social. Mais depuis plusieurs années d'exploitation, le constat est vraiment amer, la contribution au PIB du secteur reste relativement faible au regard des importantes réserves minières dont dispose le pays. Selon les populations concernées, « l'or ne brille pas pour les Maliens », cela signifie que la population ne bénéficie pas des retombées en termes de condition de vie.

Dans le souci de rentabiliser les retombées des activités minières et d'assurer l'attractivité du pays en matière d'investissement étranger, le gouvernement malien avait commandité une étude diagnostique du secteur minier (étude technique et financière des activités d'exploitation minière). Cette étude diagnostique a conclu de l'importance du secteur minier dans le processus de développement. Au regard des résultats de l'étude, il s'avère indispensable de faire une relecture des textes régissant le secteur minier malien pour une réorganisation efficace. Cela permettrait donc d'asseoir une véritable gouvernance du secteur dans l'intérêt de tous.

2.1 Importance de l'audit fiscal dans le secteur minier au Mali

Le Mali est un pays qui dispose de plusieurs ressources naturelles dans son sous-sol. Parmi celles-ci, on peut citer l'or, le fer, le sel de gemme, le phosphate, le calcaire et plusieurs d'autres minerais. Mais le constat est que ces différentes ressources ne profitent pas réellement aux

populations locales à cause de la mauvaise politique de gestion. Dans le cadre d'une volonté de prendre contrôle effectif de la gestion efficace de ces ressources naturelles, le gouvernement actuel a décidé de mettre en place des mesures de contrôle adéquates telles que l'adoption d'un nouveau code minier et la pratique de l'audit fiscal.

Cette réforme légale, notamment l'audit fiscal, vise à réduire les charges fiscales, à prévenir et à minimiser le risque fiscal des sociétés minières au Mali. Elle va également permettre à l'État malien de s'assurer de la conformité des entreprises minières aux lois et règlements en vigueur au Mali. Dans ce cas, la plupart des entreprises minières maliennes ne paient pas les taxes fiscales à l'État malien et ne respectent pas aussi les obligations liées à l'environnement auquel elles opèrent. Ce qui entraîne souvent des soulèvements et des grèves de la part des populations locales. Pour remédier à cette situation, l'audit fiscal est l'outil indispensable.

Il permet aux entreprises ou sociétés minières de bien gérer leurs paramètres fiscaux et de mesurer les risques qui peuvent naître d'un éventuel contrôle fiscal, parce que toute décision est porteuse d'incidences fiscales qui peuvent impacter le développement de l'entreprise ou société minière. C'est un élément important dans la gestion d'une entreprise, il consiste en une évaluation détaillée de la situation de celle-ci visant à s'assurer de sa conformité aux lois en vigueur dans son domaine d'activité.

L'audit fiscal est un outil indispensable pour assurer la transparence, identifier et résoudre les problèmes potentiels de l'entreprise en examinant les registres financiers, les déclarations fiscales et les pratiques comptables afin de s'assurer que tout est en ordre. L'objectif principal de ce travail consiste à vérifier d'éventuelles erreurs ou fraudes fiscales dans la gestion des entreprises minières au Mali pour éviter les sanctions et les pénalités. Ainsi, vous prévenez les risques financiers et le renforcement de la crédibilité de votre entreprise.

Enfin, il faut noter qu'un audit fiscal permet de satisfaire aux exigences réglementaires en ce qui concerne la déclaration et le paiement fiscaux. En restant à jour vis-à-vis des lois fiscales, vous éviterez des litiges avec les autorités fiscales. Il aide également à éviter les pertes financières inutiles qui pourraient découler d'une mauvaise gestion fiscale. Par conséquent, l'audit fiscal revêt d'une importance capitale pour les entreprises minières qui souhaitent améliorer leur processus fiscal interne en identifiant leur faiblesse et leur inefficacité pour mettre en place des mesures correctives.

3. Clarification conceptuelle

La fiscalité : La science fiscale ou la fiscalité tire son nom du mot « Fiscus » signifiant le panier que les romains employaient pour collecter l'argent public pendant le moyen âge pour le fonctionnement de leurs institutions. Il a donné également naissance au concept « Fisc » qui désigne couramment l'ensemble des administrations publiques qui ont en charge l'impôt. En d'autre terme, la fiscalité désigne l'ensemble des règles d'ordre législatif ou réglementaire qui régissent le domaine fiscal d'un pays. Par domaine fiscal on entend les problèmes juridiques, économiques sociologiques et politiques relatifs à l'impôt.

Audit fiscal : C'est l'examen systématique des déclarations et des documents fiscaux d'une société par un professionnel du droit ou de la comptabilité. Le but est de s'assurer de l'exactitude des informations déclarées au fisc et de la conformité avec la loi des finances actuelle. Durant l'audit, chaque aspect de la fiscalité est passé au crible, allant de la déclaration annuelle des revenus aux détails des transactions et des opérations spécifiques susceptibles d'avoir des implications fiscales.

En d'autre terme, l'audit fiscal est un processus crucial pour la santé financière d'une entreprise. C'est un mécanisme de vérification et d'analyse qui vise à assurer la conformité aux réglementations fiscales en vigueur, ainsi qu'à identifier les éventuelles opportunités d'optimisation fiscale. Bref, C'est un « diagnostic de la situation fiscale d'une entreprise permettant d'apprécier le respect des règles fiscales de cette entreprise à mobiliser les ressources Fiscales dans le cadre de sa gestion pour atteindre ses objectif ».

Optimisation fiscale : C'est l'utilisation des asymétries du droit fiscal de différents pays ou régimes afin de pouvoir réduire le montant de l'imposition tout en respectant les obligations fiscales de chaque pays. L'optimisation fiscale concerne autant l'imposition des personnes que celle des sociétés. Elle peut se définir aussi comme un moyen de réduire ses impôts en toute légalité, en utilisant des dispositifs mis en place par l'État. Ces dispositifs qui existent justement pour lutter contre toutes formes d'inégalités et qui sont faits pour être utilisés. Ils peuvent être immobiliers, financiers, ou juridiques.

Impôt : C'est un prélèvement obligatoire effectué par voie d'autorité par la puissance publique (l'Etat et les collectivités territoriale) sur les ressources des personnes vivant sur son territoire ou y possédant des intérêts. Ce prélèvement est destiné à être affecté par l'intermédiaire des budgets publics au financement de ressources (biens ou services) d'utilité générale.

3.1 Revue de Littérature

L'audit fiscal peut être défini comme un examen critique de la situation fiscale d'une personne physique ou morale en vue de formuler une appréciation.

L'audit fiscal est une nouvelle discipline d'audit qui s'inspire des principales règles et démarches de l'audit comptable.

(Diallo Houdou & Diallo Sidi, 2022) dans la RCCA vol N°6 : numéro 3, (P7), ont défini l'audit fiscal comme un processus d'accumulation d'éléments probants nécessaires et suffisant mené avec discernement, méthodique et progressive sur l'ensemble des structures fiscale de l'entité et son fonctionnement, afin de formuler une appréciation sur les matières soumises aux contrôles, il permet d'établir un diagnostic des obligations fiscales de l'entreprise et de proposer des solutions propres à diminuer les charges fiscales.

(Mohamed Lahyani, 2011), L'audit fiscal se résume en un ensemble d'actions et de décisions prises par l'entreprise pour maîtriser et réduire la charge fiscale avec la plus grande efficacité et sans l'exposer à des risques fiscaux⁵.

(Khalid Abouahmed, 2015), L'audit fiscal se présente comme une aide à la décision de gestion. Mohamed Ben Hadj Saad, L'audit fiscal a pour objectif l'examen de la situation fiscale de l'entreprise. Il s'agit en fait, en ayant recours à des spécialistes en la matière de voir de quelle façon l'entreprise appréhende la fiscalité et comment elle intègre le paramètre fiscale.

(Francis LEFEBVRE, 2008), disait que, l'audit fiscal est comme un exercice qui a pour objet la validation de la charge d'impôt ainsi que l'identification des risques fiscaux auxquels cette société peut se trouver exposer du fait de l'inobservation des règles fiscales⁷.

Selon un rapport définitif de la cour des comptes (Rapport définitif CDC, P.10), l'objectif global de l'audit vise à apprécier de manière raisonnable la conformité des procédures et pratiques de contrôle et à évaluer l'efficacité du dispositif de surveillance et de suivi des opérations minières. Cela veut dire que l'audit fiscal joue un rôle déterminant au sein des entreprises minières, il permet de vérifier la conformité des procédures et pratiques ainsi que l'efficacité des dispositifs de surveillance mise en place pour le contrôle et le suivi des opérations minières.

Bien que le secteur participe à la croissance économique et sociale, il a également des effets néfastes sur l'environnement. C'est en s'inscrivant dans cette logique que la cour affirme que « Les opérations minières sont régies par une multitude de textes juridiques, en l'occurrence, le code minier, le code forestier, le code de l'environnement, le code des douanes, le code général

des impôts, le code du travail, etc. Cette pluralité des instruments juridiques implique une diversité des acteurs concernés par le secteur extractif hautement stratégique et porteur de croissance et de développement. Cependant, ce foisonnement des textes et des intervenants ne va pas sans entraîner des difficultés dans le contrôle et le suivi des activités minières.

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le Fonds monétaire international s'accordent à penser que le bénéfice essentiel de l'extraction minière en Afrique réside dans sa capacité à générer des recettes publiques par le biais d'un système fiscal et budgétaire transparent (CNUCED, 2007). C'est le principal instrument à la disposition des gouvernements pour que l'extraction minière contribue, dans un avenir proche, au développement du continent.

La conférence sur le financement du développement durable tenue en juillet 2015 à Addis-Abeba a souligné l'importance pour les pays en développement d'accroître la mobilisation de ressources fiscales internes. Plus de la moitié des pays africains sont producteurs de ressources minérales. Sur 54 pays, 20 sont dits riches en ressources naturelles d'après les critères du FMI. Ils génèrent collectivement plus de 80 % du PIB du continent, dont un quart est issu du secteur minier (Arica Progress Report, 2013). Cependant, alors que le troisième super-cycle du cours des matières premières a multiplié le chiffre d'affaires global du secteur minier africain par 4,6 entre 2002 et 2010 (Banque mondiale, 2011), les recettes fiscales des ressources naturelles n'ont été multipliées que par 1,15 seulement.

3.1.1 Méthodologie de Recherche

Au cours de cette recherche, plusieurs méthodes seront utilisées, il s'agit de la recherche documentaire et des travaux sur le terrain.

Notre posture épistémologie est positiviste car nous cherchons à comprendre et à expliquer l'impact de l'audit fiscal sur les sociétés minières. Pour cela, nous adopterons une approche mixte (quali-quant) et la démarche sera hypothético-déductive. Notre recherche repose sur une enquête de terrain en utilisant un questionnaire (échantillonnage de la recherche) soumis aux auditeurs (interne ou externe), le personnel et des responsables de quelques entreprises publiques dans le secteur minier au Mali (Morila.SA).

Recherche Documentaire

A cette étape, nous avons visité les centres de documentation et les sites internet afin de consulter les travaux antérieurs dans le secteur minier pour avoir une idée claire. Ainsi, on vous présenter la synthèse de notre recherche documentaire dans ce tableau.

Tableau 2 : Synthèse de la recherche documentaire

Centre de documentation	Type de document	Nature d'information recueillie
Centre national de la recherche scientifique et technologie	Résultats des travaux antérieurs	Qualité de l'information du résultat
Bibliothèques virtuelle et physique	Revue de littérature	Syntheses des informations
Observation non participante	Activité de contrôle	Maîtrise des activités
Questionnaires	Fiche de renseignement	Information pertinente

Source : auteurs enquête sur le terrain 2024

Technique d'échantonnage

Notre recherche sur l'impact de l'audit fiscale sur les entreprises minières au Mali s'est basée sur la technique d'échantonnage non probabiliste à choix raisonné.).

Collecte des données

Nous avons procédé à la méthode d'échantillonnage pour collecter nos données : l'échantillonnage non probabiliste. Devant l'impossibilité d'assigner à chaque individu une probabilité d'être choisi pour faire partie d'un échantillon, il arrive qu'on doit faire une sélection au mieux de notre connaissance « **DG, DGA, RH, Comptable** de la mine d'or de MORILA-SA » pour leur interroger concernant l'apport de l'audit fiscal sur l'optimisation fiscale de la fiscalité minière de MORILA-SA en vue d'obtenir des informations précises de qualités interprétables.

Analyse et Traitement de donnée

A cette étape, nous allons d'abord procéder aux traitements des résultats obtenus au cours de l'enquête. Ensuite, une analyse critique sera effectuée tout au long de l'étude. Aussi, la méthode analytique sera employée pour examiner les informations récoltées dans les ouvrages généraux et spécifiques de référence et les données des interviews et questionnaires.

3.1.2 Présentation des résultats

Le but de cette recherche est de faire une étude concrète plus expérimentée à la recherche de la performance de l'audit fiscal d'une société minière au Mali (Morila.SA).

Cette recherche s'effectuera dans le respect du code général des impôts, livre des procédures fiscales, les normes de la transition fiscale et référentielle comptables appliqués lors d'une mission d'audit. Nous allons parler brièvement des types d'audits appliqués dans les différentes entreprises et sociétés minières au Mali en donnant les avantages et limites de leurs utilisations. Nous allons faire une analyse profonde sur des types d'audits, appliqués au sein de nos sociétés minières et évoquer d'autres facteurs de contrôle liés essentiellement au gouvernement d'entreprises (le conseil d'administration, la structure de propriété, la direction, la vie politique et la présence des investisseurs institutionnels) et des coûts d'installations (le niveau d'endettement, la taille de la société, la gestion des ressources humaines et financières et la forme de rémunération des dirigeants) qui seront intégrés dans notre recherche.

Répartition des enquêtés par profession

Pour réussir notre recherche, nous avons reparti les enquêtés par profil. Ce qui nous permet d'orienter nos questionnaires en fonction des profils.

Tableau 3: Répartition des enquêtés par profession

Profil	Effectif	Fréquence
Auditeurs	8	17,02%
Le personnel	13	27,65%
Les dirigeants	7	14,89%
La population locale	19	40,42%
Total	47	100%

Source : Résultats des enquêtes juin 2024

A travers ce tableau, on constate que sur un total de 47 enquêtés, 17% sont des auditeurs, 27,65% travaillent au sein de la société même, 14,89% représente les dirigeants de la société et enfin 40,42% sont des populations locales. Avec ces différents profils, nous avons la certitude d'avoir des informations fiables. Car, ces différents profils sont susceptibles d'avoir une connaissance sur notre sujet de recherche. Ainsi, nous avons soumis le questionnaire à chacun d'entre eux, les résultats obtenus sont les suivants :

Tableau 4 : Différents types d'audit réalisés par la société Morila-SA au Mali

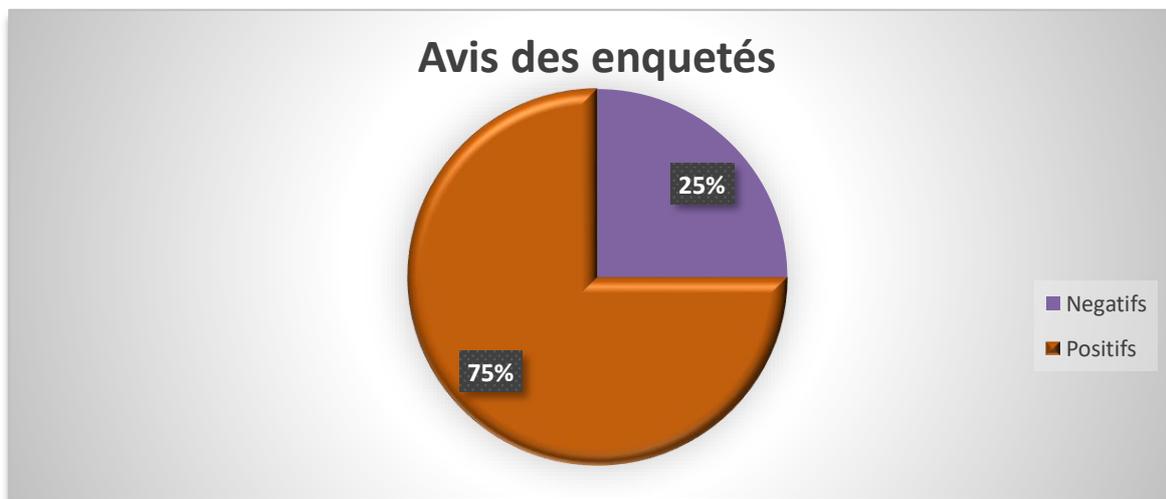
Types d'audit	Effectif	fréquence
Audit financier	12	25,53%
Audit fiscal	15	31,91%
Audit interne	8	17,02%
L'audit de conformité	6	12,76%
Audit environnemental	4	8,51%
Audit social	3	6,38%
Total	47	100%

Source : Résultat des enquêtes juin 2024

Le tableau 4 nous montre les différents types d'audit qui se réalisent dans les entreprises et sociétés minières Mali. Il ressort de ce tableau que sur 47 enquêtés, 12 ont confirmé l'utilisation de l'audit financier dans les entreprises et sociétés minières soit 25,53% des enquêtés. 15 autres personnes déclarent que l'audit fiscal est réalisé dans les sociétés minières soit 31,91% des enquêtes. 8 personnes ont aussi donné leur avis favorable sur l'utilisation d'audit interne, soit 17,02% du nombre total des enquêtés. Ensuite, 6 personnes ont affirmé que l'audit de conformité est aussi utilisé dans les entreprises et sociétés minières soit 12,76%. 4 personnes donnent leur avis favorable pour l'audit environnemental soit 8,51% et enfin 3 personnes confirment l'utilisation de l'audit social dans les sociétés minières soit 6,38% des enquêtés.

Dans ce tableau, nous avons constaté que le nombre en pourcentage de l'audit financier et l'audit fiscal est plus élevé, cela implique que ces deux types d'audit sont plus sollicités dans les entreprises et sociétés minières.

Diagramme N°: 1: Avantages de l'audit fiscal pour la société Morila-SA



Source : Résultat des enquêtes juin 2024

Ce diagramme nous montre les avis des enquêtés sur les avantages d'audit fiscale. Il ressort de ce diagramme que 75% des enquêtés ont donné leurs avis positifs sur l'avantages d'audit fiscale pour la société minière Morila-SA tandis que 25% donne des avis négatifs. On conclut que l'audit fiscal est un outil important pour la société Morila- SA. Selon les enquêtés, il permet à cette société :

De se conformer aux obligations fiscales

La multiplication des textes fiscaux et leur complexité font que le risque fiscal ne cesse pas de s'agrandir. De plus, l'ignorance des avantages fiscaux prévus par la législation augmente. Pour remédier à cela, les entreprises se voient contraintes de trouver un moyen qui permette d'éviter tous ces risques d'où l'importance de l'audit fiscal. Ainsi, les entreprises minières aussi sont soumises à ce type de contrôle pour être bien géré sur le plan fiscal. D'ailleurs, c'est la meilleure manière pour prévenir et évaluer les risques latents

Prévenir et minimiser les risques fiscaux

La fiscalité d'entreprise est une préoccupation majeure pour toutes entreprises à cause de l'instabilité des textes législatives qui entraîne de plus en plus des risques. Toute décision est porteuse d'incidences fiscales et a un impact sur l'évolution de l'entreprise. D'où, la nécessité de développer une nouvelle fonction permettant premièrement, d'aider l'entreprise à bien gérer le paramètre fiscal et deuxièmement, de mesurer le risque qui peut naître d'un éventuel contrôle fiscal.

Outil efficace au service des entreprises et sociétés minière au Mali

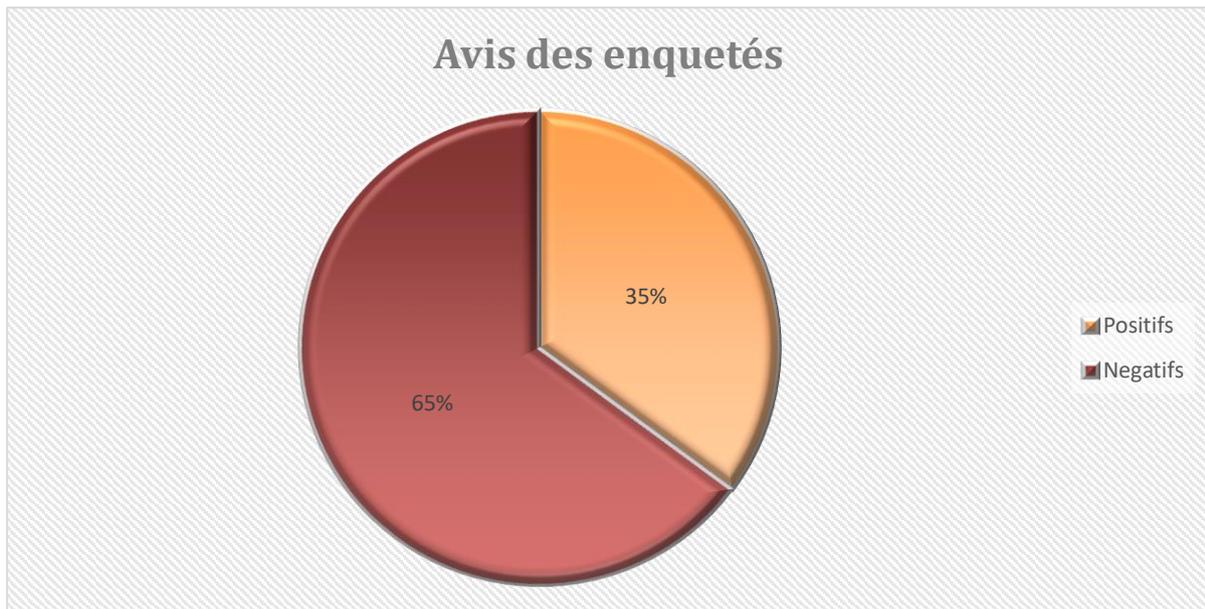
La mission d'audit fiscal est de jauger les forces et les faiblesses de l'entreprise en matière fiscale et aboutira de ce fait :

- A un examen approfondi du dossier fiscal de l'entreprise
- Déceler les risques liés aux obligations déclaratives
- Mettre en adéquation avec la législation en vigueur
- Quantifier ces risques dans le but de prévenir un éventuel contrôle fiscal.

L'audit fiscale est un outil indispensable qui aide les entreprises à gérer les paramètres fiscaux et à mesurer les risques qui peuvent naître d'un éventuel contrôle fiscal.

Les limites de l'audit fiscal pour la société minières Morila-SA

Diagramme montrant l'avis des enquêtés sur les limites de l'audit fiscal



Source : Résultat des enquêtes juin 2024

Ce diagramme nous montre l'avis en pourcentage des enquêtés. Selon ce diagramme, 65% des enquêtés ont témoigné que l'audit fiscal peut avoir des limites tandis que 35 % donne un avis négatif. Ainsi, nous allons considérer le pourcentage le plus élevé (65%) selon laquelle, l'audit fiscal aussi à ces limites. Parmi celle-ci, on peut vous citer :

Impact négatif sur les recettes du gouvernement : Lorsque les entreprises réduisent leur charge fiscale, cela diminue la recette fiscale du gouvernement, ce qui peut entraîner l'augmentation des impôts pour les particuliers ou certaines entreprises pour compenser cette perte de revenu.

Le risque juridique : Vous devez comprendre que l'audit fiscal peut être légal, mais elle n'est pas sans risque juridique. Supposons que les autorités fiscales considèrent que la pratique fiscale d'une entreprise est frauduleuse, alors cette entreprise risque d'être amendée.

Impact sur la réputation : L'audit fiscal peut également avoir un impact négatif sur la réputation d'une entreprise. Par exemple, si les partenaires, les clients et les investisseurs d'une entreprise soupçonnent une pratique fiscale douteuse, cela met en danger la crédibilité et la réputation de cette entreprise.

Les organes de contrôle liés au gouvernement d'entreprises au Mali

Tableau5 : Les organes de contrôles

Les organes de contrôles	Effectifs	Fréquences
Conseil d'administration	6	12,76%
La structure de propriété	5	10,63%

La direction	8	17,02%
Les investisseurs	15	31,91
La vie politique	13	27,65%
Total	47	100%

Source : Résultat des enquêtes juin 2024 Le

Le tableau 5 nous présente les organes de contrôle liés au gouvernement des entreprises minières au Mali. Il ressort de ce tableau qu'il existe des organes de contrôle liés au gouvernement d'entreprise minières Morila-SA au Mali. En considérant les réponses que nous avons obtenues auprès des enquêtés, six (6) personnes nous ont confirmé que le conseil d'administration fait partie des organes de contrôle liés au gouvernement d'entreprise minière Morila-SA au Mali. Cinq (5) autres enquêtés parlent de la structure de propriété qui est aussi liée au gouvernement de la société Morila. Huit (8) enquêtés évoquent aussi la direction, quinze enquêtés pointent les investisseurs et treize enquêtés mettent l'accent sur la vie politique.

4. Conclusion

L'audit fiscal permet à une organisation d'être efficace et en conformité par rapport à ses obligations fiscales. Ce type d'audit a pour finalité d'optimiser les charges fiscales pour maximiser les chiffres d'affaires de l'organisation. L'objectif de ce papier est de mesurer la significativité de cette approche sur la mine d'or de MORILA. Pour cela, nous avons adopté la posture positiviste qui nous a permis d'opter une approche mixte, le type d'échantillonnage que nous avons choisi est non probabiliste, les outils convoqués pour collecter nos données sont : l'observation non participante, l'entretien semi-directif, revue textuelles et documentaires. Nous avons eu comme résultat que l'audit fiscal a une répercussion sur l'efficacité, et l'efficience des opérations, sur l'optimisation et la conformité des charges fiscales des organisations. Le but est d'assurer de l'exactitude des informations déclarées au fisc et de la conformité avec la loi de finance actuelle.

Bibliographie

- [1] ATH, Audit Financier, Edition Dunod Paris, 1983
- [2] BENOT pigé, audit et contrôle interne, Edition mémento, 2003.
- [3] Bernard GRAND, Bernard VARDALLE, « audit comptable et financier », Edition Economica, Paris 2006.
- [4] GAS ABDELHAMID, cours d'audit, présenté à l'IDEF, 2005.

- [5] J.F COSTA et A.MIKOL, vingt ans d'audit, de la récusions des comptes aux activités, 1999.
- [6] J.P.RAVALLEC, Audit social et juridique, Edition les guides Montchrestien 1986
- [7] J.RENARD, « théorie et pratique de l'audit interne », édition d'organisation 7 Edition, paris 2010.
- [8] Jacques DUHEN, Michel JEMMES, Audit et Gestion fiscale de l'entreprise, ED.EFE, 1996.
- [9] M.A Coudert, Gilberte Kormrobst, Fiscalité d'entreprise, éd. DALLOZ, 1987.
- [10] M.BELAIBOUD, « pratique de l'audit », édition Berti, Alger 2005
- [11] M.SCHOLES et M WOLFSON, fiscalité et stratégie d'entreprise, Edition PUE, 1996
- [12] P.BOUGON et J.M.VALLEE, audit et gestion fiscal, édition clef Atd.
- [13] P.M.COLIN, la vérification fiscale, édition : Economica paris, 1985.
- [14] S.THIERY-DUBUISSON, L'Audit, édition la Découverte.
- [15] SARDI ANTOINE, audit et inspection bancaire, tome01 :l'audit interne, édition Afges, 1993.
- [16] Vlaminick, Histoires de la comptabilité, Edition Pragmos 1979.

Mémoires et thèses

- [17] Olivier HERRBACH, « le comportement au travail des collaborateurs de cabinets d'audit financier : Approche par le central psychologique », thèse de doctorat en sciences de gestion, Université des sciences sociales-TOULOUS 1.
- [18] R.Seddik seghir « l'audit fiscal des sociétés dans le contexte marocain : Aspect méthodologique et pratique », mémoire pour l'obtention du diplôme d'expert-comptable, ASCAEM.
- [19] R.ZEROUAL, S.ENNAFAA. Mémoire de fin d'étude, « Audit fiscal, cas d'une société de distribution », ISCAE, 2010.
- [20] Y.AYACHE et R.BOURTOUCHE, « l'exercice de la mission d'audit fiscal au sein d'une entreprise : cas de la société les Grands Moulins de Sahel », mémoire de fin de cycle pour l'obtention du Master en sciences de gestion, Université de Bejaia.2016